

L'Etat met en difficulté les universités alsaciennes :

*Communiqué des syndicats du supérieur de la FSU Alsace
(SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU)
(Le 7 octobre 2013)*

Toutes les universités françaises rencontrent, à des degrés divers, de graves difficultés financières. Une quinzaine sont en déficit, selon le ministère lui-même. Elles pourraient être bien plus nombreuses. La réalité est que les budgets équilibrés ne sont obtenus que par des politiques de restrictions budgétaires qui dégradent considérablement le potentiel de recherche et de formation et amputent la masse salariale des établissements.

Si à Strasbourg 41 postes sont gelés, 30 le sont aussi à l'Université de Haute-Alsace. Mulhouse a accusé un déficit de 1,8 millions en 2012 et Strasbourg n'atteint un fragile équilibre budgétaire que grâce aux dotations des concours d'excellence (IDEX, Labex, etc). Les comptes des deux universités sont étroitement surveillés par le Rectorat et elles ont dû adopter les mêmes mesures d'économie : gel ou report des investissements, réduction des dépenses de fonctionnement, non renouvellement de CDD, diminution des heures d'enseignement, baisse des crédits récurrents de la recherche, baisse des crédits de fonctionnement des composantes, mutualisations de parcours de diplômes. Les conditions de travail des personnels se dégradent : faire toujours plus avec toujours moins ! A terme, ce sont aussi les étudiants qui subissent les conséquences de ces mesures d'austérité : réduction du nombre d'heures d'enseignement, suppression de certains cours, TD surchargés, secrétariats débordés, baisse des crédits dédiés au soutien à l'enseignement, augmentation des frais d'inscription pour de nombreux diplômes.

Les causes principales de cette crise financière des universités sont bien connues, mais insuffisamment dénoncées. Tout d'abord un Etat qui non seulement ne remplit pas ses obligations dans le versement des crédits qu'il doit aux universités, mais qui alourdit encore leurs charges par de multiples prélèvements. Ensuite le coût de la gestion de la masse salariale que les établissements doivent assumer, sans en avoir reçu tous les moyens. Enfin la logique pernicieuse de la politique d'excellence qui substitue aux crédits récurrents ceux qui ne peuvent être désormais obtenus que par des appels à projets, lesquels sont sources d'inégalité entre universités, laboratoires et disciplines. Par ailleurs, concernant l'Université de Strasbourg, la course à l'excellence et à la visibilité internationale s'est traduite pendant plusieurs années par des investissements inconsidérés, aujourd'hui arrêtés par la force des choses.

Face à cette situation critique des finances des universités alsaciennes, les syndicats de la FSU souhaitent adresser un message de vigilance aux équipes présidentielles. Votre responsabilité est aujourd'hui de préserver l'offre de formation et le potentiel de recherche de nos universités, dans toute leur richesse et leur diversité. Votre responsabilité est aujourd'hui, en vous appuyant sur toute la communauté universitaire et les conseils centraux de vos établissements, de demander énergiquement à l'Etat notre dû, au lieu d'entrer dans la logique sans fin des restrictions ou de succomber à la fuite en avant des réductions de l'offre de formation.

Les syndicats de la FSU Alsace demandent à l'État de verser à nos universités la totalité des sommes qui leur sont dues, de les financer durablement à hauteur de leurs besoins en personnels et en moyens de fonctionnement, de prendre toutes les mesures budgétaires nécessaires pour mettre fin à cette crise financière des universités qui n'a que trop duré, et d'assumer toutes ses responsabilités pour les agents qui dépendent statutairement de lui, et pour les étudiants dont l'avenir dépend de la qualité de notre Service public d'enseignement et de recherche.

Les syndicats de la FSU Alsace tiennent enfin à exprimer tout leur soutien à la Présidente de l'Université Paul Valéry-Montpellier 3 qui a mis courageusement sur la place publique les conséquences désastreuses de la politique du gouvernement pour toutes les universités françaises.